



LES REPUBLICAINS A LA CROISEE DES CHEMINS

**COMMENT LES ÉLECTEURS DE DROITE ONT-ILS QUITTÉ
LES RÉPUBLICAINS ? COMMENT LES FAIRE REVENIR ?**

Par Matthieu HOCQUE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire

Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le 17 mai 2025, lors d'un congrès exceptionnel, **Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur et Laurent Wauquiez, président du groupe LR à l'Assemblée nationale** s'affronteront pour prendre la tête d'un parti Les Républicains (LR) à la croisée des chemins.

Affaibli électoralement depuis 2017, passant de 20 % avec François Fillon à moins de 5 % avec Valérie Pécresse en 2022, **la droite de gouvernement n'en demeure pas moins devenue un acteur clé de la recomposition politique française.** Minoritaire en voix, la droite parlementaire est centrale en influence, notamment grâce à la maîtrise du Sénat et le groupe pivot à l'Assemblée nationale. En témoignent les élections législatives de 2024, où **l'alliance nouée par Éric Ciotti, pourtant marginalisé au sein de LR, avec le RN a permis à ce dernier de conquérir 50 députés supplémentaires,** hissant ainsi le bloc national au rang de première force de l'Assemblée avec 143 sièges. À l'opposé, **la participation d'une partie des députés LR au Gouvernement, dans le cadre du « socle commun », a permis à François Bayrou et à Emmanuel Macron de préserver le bloc central au pouvoir, évitant ainsi une bascule vers un Gouvernement « Nouveau Front Populaire ».** Ainsi, l'on voit bien que pour les centristes comme pour les lepénistes, la situation et les choix de LR ont des incidences majeures.

Dans ce paysage polarisé autour de trois blocs irréconciliables, LR apparaît comme un parti pivot, mais aussi coincé entre les offres de la droite nationale et celle d'Emmanuel Macron qui n'est plus la même qu'en 2017. Cette situation s'explique par l'importance de l'électorat de François Fillon de 2017, puisque depuis 15 points ont été attirés par d'autres offres politiques. En effet, **une partie s'est tournée vers le Marine Le Pen et Éric Zemmour, tandis qu'une autre s'est arrimée à Emmanuel Macron.**

À l'approche de l'échéance présidentielle de 2027, qui se déroulera sans Emmanuel Macron et probablement sans Marine Le Pen, la droite doit relever un défi historique : **reconstruire une offre politique capable de**

rassembler ces électeurs dispersés et redevenir la maison commune de la droite française. C'est à cet enjeu que ce rapport entend répondre, en étudiant les causes de l'érosion de l'électorat LR depuis 2017 et en traçant les axes possibles pour que son futur président puisse renouer avec un électorat orphelin et tiraillé entre les deux offres concurrentes.

Le parti LR est à la croisée des chemins : il existe 4 chemins différents qu'il peut emprunter : **devenir un parti supplétif du bloc central** (1), **remplacer le RN en siphonnant son électorat** (2), **devenir un parti « attrape tout »** (3) ou ... **maintenir la ligne actuelle et s'effondrer** (4).

AVANT-PROPOS	2
<i>EVOLUTION DE LA PLACE DE LA DROITE SOUS LA VEME REPUBLIQUE</i>	6
1962-2002 : DU QUADRIPARTISME AU BIPARTISME APRES LE FAIT MAJORITAIRE.....	6
ÉTAT ELECTORAL DE LA FRANCE AUX PREMICES DE LA VE REPUBLIQUE.....	6
L'IMPACT DU SYSTEME POLITIQUE DE LA VE REPUBLIQUE	8
EVOLUTION DU BIPARTISME DURANT LA SECONDE MOITIE DU XXE SIECLE.....	9
2002-2024 : IRRUPTION DU FN ET PREMIERE TRIPARTITION	12
LE CORDON SANITAIRE ET LA PROGRESSION DU FN	12
LA SOCIOLOGIE DU VOTE FRONT NATIONAL PUIS RASSEMBLEMENT NATIONAL	14
LA SUPERPOSITION DES CLIVAGES FACTEUR DE TRIPARTITION	15
2024 : DISSOLUTION ET NOUVELLE TRIPARTITION PAR BLOCS	19
LE BLOC AUTOUR DU RN, PREMIER PARTI DE FRANCE	19
LA CONSTITUTION DU BLOC DE GAUCHE	21
VERS LE « SOCLE COMMUN », LE RAPPROCHEMENT DU CENTRE ET DE LA DROITE.....	22
<i>LA SOCIOLOGIE ELECTORALE DE LA DROITE FRANCAISE DEPUIS 1962.....</i>	25
UN VOTE TRADITIONNELLEMENT AISE ET AGE.....	25
L'IMPORTANCE DU VOTE DES CLASSES INTERMEDIAIRES ET POPULAIRES	27
1962-1978 : LES ANNEES GAULLISTE	27
1980-2000 : LA FRACTURE POPULAIRE	27
2000-2024 : L'OMBRE PORTEE DU RN	27
ANALYSE TERRITORIALE DE LA SOCIOLOGIE DU VOTE A DROITE.....	28
<i>COMMENT LES ELECTEURS DE DROITE SONT PARTIS DEPUIS 2017 ?.....</i>	30
UN PREMIER DECROCHAGE VERS EMMANUEL MACRON.....	30
L'ELECTORAT D'EMMANUEL MACRON EST TOUJOURS PLUS A DROITE.....	30
LES MOTIFS	32
UN SECOND DECROCHAGE VERS LES PARTIS DE DROITE NATIONALE	34
COMPRENDRE L'ELECTORAT FILLON 2017.....	34
RECONQUETE : LA POROSITE ELECTORALE ENTRE LA DROITE ET L'EXTREME DROITE.....	34
2024 : BARDELLA TRAIT D'UNION ENTRE LA DROITE ET LA DROITE NATIONALE ?.....	35
<i>RAMENER LES ELECTEURS DE DROITE A LA MAISON : L'ENJEU DU PROCHAIN PRESIDENT DE LR</i>	36
CHEMIN N°1 : DEVENIR UN PARTI SUPPLETIF DANS LE BLOC CENTRAL.....	37

CHEMIN N°2 : REMPLACER LE RN EN SIPHONNANT LA DROITE NATIONALE SUR LE MODELE DE NICOLAS SARKOZY 2007	40
CHEMIN N°3 :.....	42
DEVENIR UN PARTI « ATTRAPE TOUT » ... COMME EMMANUEL MACRON ET MARINE LE PEN	42
CHEMIN N°4 : MAINTENIR LA LIGNE ACTUELLE ET DONC MOURIR	44
CONCLUSION.....	46

EVOLUTION DE LA PLACE DE LA DROITE SOUS LA VIEME REPUBLIQUE

1962-2002 : DU QUADRIPARTISME AU BIPARTISME APRES LE FAIT MAJORITAIRE

ÉTAT ELECTORAL DE LA FRANCE AUX PREMICES DE LA VI REPUBLIQUE

À la Libération, la France se trouve dans une situation politique inédite. La Troisième République, discréditée par la défaite de 1940 et le régime de Vichy, laisse place à un vide institutionnel que le Gouvernement provisoire de la République française, dirigé par le général de Gaulle, tente de combler. Dans ce contexte, **les élections constituintes du 21 octobre 1945 sont organisées pour doter le pays d'une nouvelle constitution**. Ces élections marquent également une recomposition profonde du paysage politique français, avec l'émergence de **quatre grandes forces politiques** : le **Parti communiste français** (PCF) pour la gauche radicale, la **Section française de l'Internationale ouvrière** (SFIO) pour la gauche, le **Mouvement républicain populaire** (MRP) pour le centre/centre droit, et **les partis de droite conservatrice** pour la droite. De 1945 à 1947, **l'alliance du tripartisme entre le PCF, la SFIO et le MRP gouverne le pays pour mener à bien les grandes réformes de l'après-guerre**.

Le **PCF**, fort de son image de "parti des 75 000 fusillés", est prédominant. Sous la direction de Maurice Thorez, **il obtient 26,23 % des suffrages et 159 sièges à l'Assemblée constituante, devenant ainsi le premier parti de France**. Cette performance électorale s'explique par sa forte implantation dans le monde ouvrier dans les zones industrielles du Nord et de l'Est, ainsi que par son influence dans les milieux intellectuels (Aragon, Sartre, etc.). Le PCF participe au gouvernement d'union nationale, occupant plusieurs ministères clés, tels que ceux de la Production

industrielle et du Travail et joue un rôle central dans les grandes réformes de l'époque, telles que la nationalisation de l'électricité et du gaz (création d'EDF-GDF) ou encore la mise en place de la Sécurité sociale.

La **SFIO**, dirigée par Léon Blum, retrouve également une place centrale dans le paysage politique. Aux élections constituintes de 1945, **elle recueille 23,45 % des suffrages et 146 sièges, se positionnant comme la troisième force politique du pays**. La SFIO participe au gouvernement d'union nationale et soutient les grandes réformes sociales de l'après-guerre. Toutefois, des divergences apparaissent rapidement avec le PCF, notamment sur la question de la politique étrangère et de la place de la France dans le monde, actant la scission du Congrès de Tours de 1920 qui crée les « **deux gauches irréconciliables** ».

Le **MRP**, fondé en 1944 par des résistants chrétiens-démocrates, se positionne comme un parti centriste, attaché aux valeurs démocratiques et sociales. **Lors des élections de 1945, le MRP obtient 23,91 % des voix et 151 sièges, se plaçant au même niveau que le PCF et la SFIO**. Le MRP joue un rôle clé dans la reconstruction de la France et la mise en place des institutions de la IV^e République. Il soutient la planification économique et la modernisation du pays, tout en défendant une vision européenne et atlantiste des relations internationales.

La **droite conservatrice**, affaiblie à la Libération en raison de l'implication des cadres dans le régime de Vichy, parvient à maintenir une présence parlementaire. Des formations telles que **le Parti républicain de la liberté (PRL)**, dirigé par Michel Clemenceau, **obtiennent 15,67 % des suffrages et 64 sièges en 1945**. Ces partis défendent une vision libérale de l'économie et s'opposent aux réformes sociales portées par la gauche et le centre.

L'instabilité politique de la IV^e République **a poussé l'émergence de nouvelles forces politiques**¹, telles que le mouvement gaulliste par le biais

¹ Raflik, J. (2024, 12 septembre). *Sous la IV^e République, le défilé des gouvernements n'a pas empêché une grande stabilité des politiques*. *Le Monde*.

du Rassemblement du peuple français (RPF) qui deviendra l'UNR, désireuses de stabilité politique. À la veille de la Ve République, le paysage politique français est caractérisé par un quadripartisme structuré autour de quatre grands courants : **le PCF, la SFIO, le MRP et le RPF**, préparant le terrain pour une refonte des institutions avec l'avènement de la Ve République en 1958.

L'IMPACT DU SYSTEME POLITIQUE DE LA VE REPUBLIQUE

Les élections législatives des **23 et 30 novembre 1958**, premières de la Ve République, ont marqué un tournant décisif dans le quadripartisme².

La coalition gaulliste, principalement représentée par l'Union pour la nouvelle République (UNR) et le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), a **obtenu une majorité confortable avec 402 sièges sur 579, soit environ 69% de l'Assemblée nationale, tout en recueillant 43,1 % des voix au 1^{er} tour**³. Cette victoire est attribuée au nouveau mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, qui a favorisé les partis soutenant le général de Gaulle. En revanche, les partis de gauche ont subi une défaite significative. Le PCF a vu sa représentation chuter à 10 sièges, malgré 18,9 % des voix au premier tour, tandis que la SFIO a obtenu 40 sièges avec 17,2 % des voix⁴. Le MRP, quant à lui, a décroché 57 sièges avec 9,1 % des suffrages⁵.

Le passage à la Ve République en 1958 s'est accompagné d'une transformation radicale du système institutionnel français, fondée sur une double rupture : **le renforcement de l'exécutif (1) et l'adoption d'un mode de scrutin majoritaire uninominal à deux tours pour les élections législatives (2)**. Ce système a joué un rôle déterminant dans la structuration du champ politique autour du bipartisme. Selon **la première loi de Duverger**⁶, **un mode de scrutin majoritaire uninominal tend à favoriser un système bipartite, car il incite les électeurs à pratiquer le « vote utile » et les partis à s'allier ou à se regrouper pour maximiser leurs chances au**

² Lumni. *Le deuxième tour des élections législatives de novembre 1958*. Lumni, 1958.

³ FranceArchives. *Élections législatives des 23 et 30 novembre 1958*. FranceArchives. (1958).

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Duverger, M. *Les partis politiques*. 2^e éd., Armand Colin, (1954).

second tour. Dans ce système, les formations politiques moyennes ou intermédiaires sont mécaniquement pénalisées : elles peinent à obtenir des élus, sauf dans des bastions locaux. Ainsi, dès les élections législatives de 1967, puis de manière plus nette encore en 1978, l'Assemblée nationale se polarise autour de deux blocs : **la droite gaulliste et centriste d'un côté, la gauche socialo-communiste de l'autre.** Ce mécanisme renforce le fait majoritaire et marginalise les partis qui ne s'inscrivent pas dans une stratégie d'alliance ou n'incarnent pas une alternative crédible majoritaire.

De plus, **l'élection du président de la République au suffrage universel direct**, instaurée par la révision constitutionnelle de 1962, **a été une seconde clé de voûte du bipartisme naissant.** En polarisant la compétition politique autour de la figure présidentielle, elle a cristallisé l'opinion publique autour de quelques candidats capables d'accéder au second tour et donc, de l'emporter. **Cette logique personnaliste a consolidé la concentration de l'offre politique autour de deux grands partis ou coalitions.** Or, l'élection présidentielle est devenue le centre de gravité du système politique. Elle a renforcé la logique duale : **la droite républicaine (gaulliste, libérale, centriste) et la gauche socialiste (alliée ou non aux communistes) dominant, tant au niveau national que local.**

EVOLUTION DU BIPARTISME DURANT LA SECONDE MOITIE DU XXE SIECLE

Ce qu'on appelle le « **fait majoritaire** » — l'alignement de la majorité parlementaire sur le président élu — s'est institutionnalisé dans le temps. Conformément à **la seconde loi de Duverger⁷, qui affirme que les systèmes politiques sont façonnés par leurs institutions autant que par leur culture politique**, cette dynamique a figé le jeu électoral en deux blocs principaux : la droite gaulliste, puis libérale-conservatrice, et la gauche socialiste. **Ces deux pôles se sont disputés le pouvoir lors de toutes les élections présidentielles et législatives entre 1965 et 2002**, au point de structurer durablement le paysage partisan et d'imposer une alternance régulière, bien que parfois contrariée.

⁷ Duverger, M. Les partis politiques. 2^e éd., Armand Colin, (1954).

Dès l'élection présidentielle de 1965, le système commence à se structurer autour de ces deux grands blocs⁸. Charles de Gaulle (UNR) l'emporte au second tour avec 55,2 % des voix face à François Mitterrand (FGDS, coalition autour du PS), qui recueille 44,8 %. En 1969, la division de la gauche empêche celle-ci d'accéder au second tour, mais à partir de 1974, le face-à-face reprend. Cette année-là, Valéry Giscard d'Estaing (UDF) bat de justesse François Mitterrand (PS) avec 50,8 % contre 49,2 %, alors que les deux camps concentrent ensemble plus de 85 % des suffrages exprimés au second tour. Ce duel se rejoue en 1981, cette fois avec une victoire du candidat socialiste, qui obtient 51,8 % des voix contre 48,2 % pour le président sortant. Mitterrand est réélu en 1988 avec 54 % face à Jacques Chirac (RPR), représentant de la droite gaulliste. À chaque fois, les deux principaux candidats du second tour cumulent une écrasante majorité des voix, illustrant la centralité de cette opposition gauche/droite. **De 1974 à 1995, aucun candidat situé en dehors de ces deux blocs ne parvient à franchir la barre des 20 % des suffrages au premier tour.**

Les résultats électoraux aux présidentielles successives montrent avec netteté cette dynamique bipartisane⁹. **En 1995, Jacques Chirac (RPR) remporte l'élection avec 52,6 % contre 47,4 % pour Lionel Jospin (PS)**, dans une configuration où les deux familles historiques restent dominantes malgré une légère percée d'Édouard Balladur, lui aussi issu de la droite, mais indépendant. En 2002, **la surprise vient de l'élimination du candidat socialiste Lionel Jospin au premier tour (16,2 %), battu par Jean-Marie Le Pen (16,9 %), mais le second tour se transforme immédiatement en plébiscite républicain : Jacques Chirac est réélu avec 82,2 % des voix contre 17,8 % pour le candidat du Front national.** Malgré cette anomalie conjoncturelle, le système reste globalement structuré autour des deux grands partis. **En 2007, Nicolas Sarkozy (UMP) bat Ségolène Royal (PS) avec 53,1 % des voix contre 46,9 %, tandis que les deux candidats totalisent à eux seuls plus de 84 % des suffrages exprimés.** Enfin, **en 2012,**

⁸ Ministère de l'Intérieur. *Les résultats des élections présidentielles. Archives des élections en France.*

⁹ Ibid.

François Hollande (PS) l'emporte à son tour avec 51,6 % face au président sortant Sarkozy, dans un contexte toujours marqué par une bipolarisation très nette du second tour.

Durant toute cette période, les deux grands partis – le Parti socialiste pour la gauche et l'UMP (héritière du RPR et du gaullisme) pour la droite – ont non seulement dominé l'élection présidentielle mais aussi les scrutins législatifs. **Le scrutin majoritaire a joué ici un rôle mécanique : en réduisant la représentation parlementaire des partis non-alignés, il a offert à ces deux formations la quasi-exclusivité de l'exercice du pouvoir.** Ainsi, entre 1981 et 2012, toutes les présidences ont été exercées par l'un de ces deux partis, et toutes les cohabitations ont également opposé ces deux camps. Ce bipartisme, souvent critiqué pour sa capacité à lisser les oppositions idéologiques, a néanmoins assuré une certaine stabilité politique, au prix toutefois d'une marginalisation croissante des courants minoritaires, comme les écologistes ou le Front national (FN).

Ce bipartisme, même imparfait puisqu'il existe d'autres formations politiques nationales à la différence des Etats-Unis, structure l'alternance politique, crée une dynamique d'hégémonie entre les deux principaux partis, au prix toutefois d'un **éloignement croissant entre la classe politique et les aspirations d'une partie de l'électorat**, préparant ainsi la crise de représentativité des années 2010 marquée par la percée du FN.

2002-2024 : IRRUPTION DU FN ET PREMIERE TRIPARTITION

LE CORDON SANITAIRE ET LA PROGRESSION DU FN

Historiquement, le « cordon sanitaire » pour reprendre l'expression de Jacques Chirac empêche la droite gaulliste ou post-gaulliste de nouer toute alliance politique avec le FN/RN jugée pétainiste.

« En politique, la nature a horreur du vide » écrivait Pascal Perrineau : le fossé qui sépare aujourd'hui la France périphérique de la France globale a fini par dissoudre les anciens blocs de gouvernement. Le couple PS-RPR, puis PS-UMP, a cédé la place à un triangle dont les angles se repoussent : un centre macroniste, une gauche plurielle éclatée et une droite nationale-populiste à l'ascension fulgurante. Entre les deux pôles républicains, Les Républicains (LR) paient le prix fort : François Fillon récoltait encore 20,01 % en 2017 ; cinq ans plus tard, Valérie Pécresse s'effondre à 4,78 %, moins de 5% seuil de remboursement des frais de campagne, une humiliation.

La trajectoire électorale du FN, devenu RN en 2018, raconte à elle seule la mue du système. Jean-Marie Le Pen ouvre la brèche en 2002 avec 16,86 % des suffrages. Marine Le Pen poursuit la séquence : 17,90 % en 2012, 21,30 % en 2017, 23,15 % en 2022. **À chaque scrutin présidentiel, la candidate gagne entre 1 et 2 points.** Surtout, elle banalise un vote jadis honteux que Dominique Reynié qualifie désormais de « vote d'affirmation » et non plus uniquement de « contestation ».

Les scrutins « de second ordre » confirment la poussée. **Aux européennes de 2014, le FN sort en tête avec 24,86 %** ; aux régionales de 2015, le RN est proche de l'emporter dans plusieurs régions (PACA, Hauts-de-France, Grand-Est et Bourgogne Franche-Comté), aux européennes 2019, le RN récidive à 23,34 %. **Lors des élections de 2024, la liste de Jordan Bardella rassemble 31,37%, soit le double du parti présidentiel.**

À l'Assemblée nationale, le parti convertit enfin ses voix et son soutien en sièges : **89 députés ont été obtenus en 2022, en 2024 ce sont 125 sièges qui sont obtenus** (143 si l'on compte les alliés du RN, qui existent désormais alors qu'un tel scénario aurait été impossible il y a encore quelques années). Cette implantation territoriale achève de faire du RN un parti « normal », pour reprendre l'expression de Nonna Mayer : **la digue morale du « cordon sanitaire » s'est lézardée au fil des triangulaires et des consignes de vote ambiguës pour trois raisons.**

Premièrement, la mécanique est connue : dans les bastions industriels du Nord, les couronnes pavillonnaires et les zones rurales, le RN capte le ressentiment socio-culturel jadis logé chez les gaullistes sociaux. **Jérôme Fourquet parle d'un « bloc populaire » qui ne se sent plus représenté par la droite gestionnaire d'Édouard Balladur ou par le discours d'austérité d'un François Fillon.** Sur l'immigration, la sécurité ou le coût de la vie, le RN offre un récit simple là où LR tergiverse.

Deuxième phénomène, **l'inversion des stigmates achève la transformation.** Là où, en 2002, l'électeur frontiste votait presque en catimini, il affiche désormais son choix sans vergogne sur les réseaux sociaux et dans les urnes locales. Le barrage républicain devient un parapet de papier ; quelques élus LR ou Horizons n'hésitent plus, en coulisses, à pactiser sur des textes sécuritaires. « Dédiabolisation » réussie : le RN ne change pas seulement d'étiquette, il change de statut, passant d'outsider sulfureux à parti d'opposition radicale, certes, mais démocratique.

En 22 ans, le lepénisme a donc progressé de 7 points à la présidentielle, gagné des élections comme les européennes, percé aux législatives et normalisé sa présence dans la vie publique. Le bipartisme est mort, la tripartition s'est imposée, plaçant la droite traditionnelle dans un étau.

LA SOCIOLOGIE DU VOTE FRONT NATIONAL PUIS RASSEMBLEMENT NATIONAL

En avril 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen franchit le cap du second tour avec 16,9 % des suffrages, le séisme politique révèle un électorat masculin, ouvrier, souvent peu diplômé. **Les études sorties des urnes évoquent alors 24 à 30 % du vote ouvrier, un record inimaginable à l'époque, contre 12 % seulement chez les cadres**, et des bastions situés dans les anciens bassins miniers du Nord-Pas-de-Calais ou le couloir méditerranéen. Le vote lepéniste fonctionne surtout comme exutoire de la mondialisation : on y retrouve les "perdants" de l'ouverture des marchés et ceux qu'inquiète la hausse de l'immigration¹⁰.

L'accession de Marine Le Pen à la tête du parti (2011) ouvre une seconde étape. **Sous la bannière de la « dédiable », son score grimpe à 17,9 % dès 2012 ; elle attire déjà 29 % des employés et franchit la barre des 20 % chez les 25-34 ans, tout en féminisant progressivement ses rangs : les femmes représentent près de 45 % de ses électeurs, contre 38 % dix ans plus tôt¹¹. En 2017, elle transforme l'essai et se solidifie : 37 % des ouvriers, 32 % des employés, mais aussi 10 % des cadres votent pour elle. La « France périphérique » décrite par Jérôme Fourquet devient son carburant électoral : petites villes, couronnes pavillonnaires, territoires où la fermeture des services publics nourrit la demande de protection.**

Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, **Marine Le Pen rassemble 23,6 % des voix ; parmi elles, 36 % des ouvriers, 36 % des employés et 24 % des 18-24 ans.** La fracture de genre s'estompe : 48 % de ses électeurs sont désormais des électrices. Selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria, le RN s'impose comme premier parti salarié, secteur public compris, et progresse chez les retraités (17 %), indicateur majeur de sa normalisation¹². Fin 2023, le baromètre CEVIPOF note que 45 % des Français ne voient plus dans le RN « un danger pour la démocratie », ils n'étaient que 25 % en 1997¹³.

¹⁰ IFOP, *Enquête présidentielle 2002*, avril 2002.

¹¹ Ipsos, *Profil électoral 2012*, mai 2012.

¹² Ipsos-Sopra Steria, *France 2022 – votants du premier tour*, avril 2022.

¹³ CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, vague 14, décembre 2023.

Lors des Européennes de 2024, la liste Bardella dépasse 31% des voix, tandis que le RN confirme être un parti majeur, de plus en plus chez les jeunes, touchés par la communication énergique du parti (via TikTok). Deux percées illustrent cette lame de fond : **29% des retraités et une fraction croissante des indépendants-artisans se déclarent favorables**, séduits par un discours mêlant défense du pouvoir d'achat et retour à l'ordre¹⁴.

En un peu plus de 20 ans, le RN a donc pivoté d'un vote protestataire masculin et ouvrier vers un électorat transversal, « attrape tout » pour reprendre l'expression de Frédéric Dabi : ouvriers, employés, indépendants, jeunes précaires, mais aussi femmes, classes moyennes inquiètes de déclassement et même seniors. Cette mue repose sur un double mouvement : radicalité persistante sur l'identité et la sécurité, tonalité plus sociale, voire protectionniste, sur l'économie. Le parti a colonisé les « zones de relégation » (dixit Christophe Guilluy) tout en grignotant la droite traditionnelle dans les campagnes prospères.

Autrefois marqueur de colère, **le vote RN est devenu un choix de premier rang pour près d'un électeur sur trois**. Sa sociologie le prouve : il n'est plus l'affaire d'un milieu précis mais le miroir des angoisses mêlées, sociales, territoriales, culturelles, qui traversent aujourd'hui la société française.

LA SUPERPOSITION DES CLIVAGES FACTEUR DE TRIPARTITION

Au-delà de la dynamique imputable à la stratégie politique de Marine Le Pen et de son état-major, une autre variable explique la tripartition du paysage politique : la superposition des clivages. En effet, lors de l'ère du bipartisme, le clivage « gauche-droite » écrasait les autres. Or, **depuis le traité de Maastricht et les conséquences de la mondialisation, un autre clivage a émergé entre les « gagnants » de la mondialisation et les « perdants de la mondialisation**, ce qui reconfigure *de facto* la sociologie du vote.

¹⁴ IFOP, *Eurobaromètre RN*, mars 2024

La résilience du clivage gauche-droite s'explique par la persistance des variables lourdes, les « olds politics » selon Vincent Tiberj, à savoir la pratique religieuse et le statut socio-économique.

Toutefois, de nouvelles valeurs culturelles se sont enracinées dans les sociétés occidentales, y compris en France, à la suite des nouveaux mouvements sociaux issus des années 1970 et analysés par le sociologue Alain Touraine. Les travaux de Vincent Tiberj dans La Politique des deux axes démontrent que les valeurs culturelles, les « new politics », influent sur la pratique du vote quel que soit le positionnement politique. Par valeurs culturelles, nous retenons quatre valeurs majeures qui, en se cumulant, structurent un nouveau clivage libéral-souverainiste. Il s'agit de la perception à propos de :

- la supranationalité avec l'Union Européenne ;
- la place des figures d'autorité dans la société ;
- la diversité et du multiculturalisme ;
- l'engagement en faveur de l'écologie.

Pour autant, la politisation de ces valeurs culturelles ne s'est pas substituée au clivage gauche-droite issu des variables lourdes. **Cette politisation des valeurs culturelles s'est plutôt superposée à ce clivage, aboutissant davantage à un modèle matriciel (cf. schéma 1) qu'à un modèle horizontal** pour expliquer les déterminants du vote.

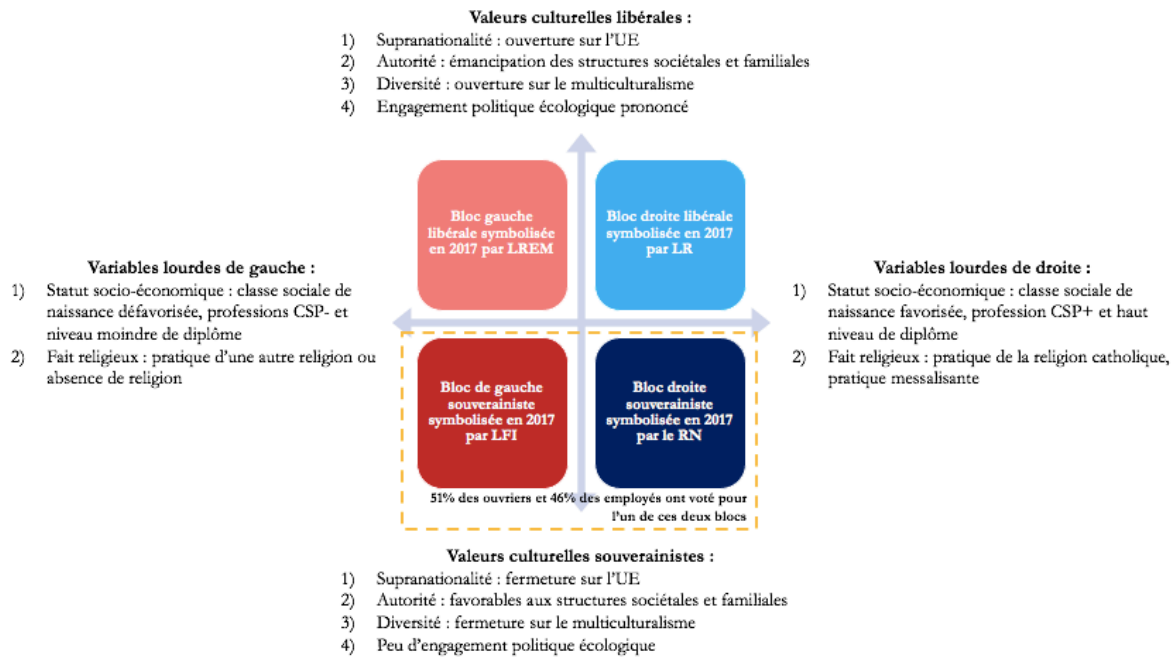


Schéma : l'analyse des blocs électoraux par la politique des deux axes.

L'analyse politique et électorale par les deux axes est efficace afin d'observer la quadripartition inédite de l'électorat lors des élections présidentielles de 2017. **Quatre blocs électoraux ont en effet recueilli un nombre proche de suffrages à hauteur de 20%.** Ainsi, ce modèle permet de mettre en évidence trois conclusions qui structurent la sociologie électorale actuelle.

Primo, **le modèle des deux axes explique les tensions entre les nouveaux blocs électoraux.** La constance des variables lourdes, notamment socio-économiques, et la superposition des valeurs culturelles sont à l'origine d'une révolution silencieuse qui a acté la fin de la « vieille politique bipartisane », sans pour autant acter la fin du clivage gauche-droite. De surcroît, une variable lourde peut également avoir une incidence sur les valeurs culturelles, à l'image de la religion. En effet, la variable lourde religieuse explique des positionnements sur le clivage libéral-souverainiste, notamment sur les valeurs culturelles liées à l'autorité et à la diversité.

Deuxio, **ce modèle des deux axes explique les trajectoires internes au sein des quatre blocs électoraux.** Concrètement, chaque bloc électoral fait face à la confrontation des deux axes en son sein, à l'origine de divergences

internes moins tenaces au temps de la « vieille politique ». Les partis traditionnels de droite et de gauche se retrouvent tiraillés entre des lignes de moins en moins conciliables, expliquant leur débordement par une « nouvelle droite » et une « nouvelle gauche ». En 2017, le PS a été écartelé entre les ralliements LREM et LFI. Une tendance similaire, même si moins avancée, s'observe chez LR. Pour autant, les partis de « nouvelle droite » et de « nouvelle gauche » ne font pas exception à la politique des deux axes en interne. En effet, le RN est scindé entre une ligne attachée aux valeurs culturelles souverainistes (Marine Le Pen) et une autre attachée aux variables lourdes de droite (Marion-Maréchal Le Pen) et LFI entre une aile gauche proto-communiste attachée aux variables lourdes de gauche et une aile libérale attachée aux valeurs culturelles post-matérialistes.

Tertio, ce modèle explique l'hétérogénéité et la volatilité du vote par catégorie, notamment pour les catégories populaires et intermédiaires. En dépendant de deux axes comprenant divers enjeux, les catégories sociales deviennent moins homogènes politiquement. Chaque électeur peut être sensible à une valeur culturelle influant davantage sur son vote. Le phénomène de vote sur enjeu conduit indubitablement à une volatilité des électorats et même de l'offre politique, d'autant plus à gauche puisque les valeurs culturelles évoluent perpétuellement en suivant les nouveaux mouvements sociaux. La crise de la représentativité et le phénomène abstentionniste au sein des catégories populaires et intermédiaires renforcent cette volatilité électorale, accordant désormais plus d'importance aux facteurs de mobilisation qu'aux clivages.

Si l'on parle surtout de tripartition malgré la quadripartition du résultat de 2017, c'est qu'à gauche, l'émergence de Jean-Luc Mélenchon comme premier personnage de la gauche a radicalisé tous les partis de gauche, réduisant l'espace électoral. Ainsi, **le bloc de gauche libérale en rose s'est scindé en deux** : une partie a rejoint l'aventure de la gauche radicale à travers la Nupes, puis le Nouveau Front Populaire tandis que l'autre a suivi Emmanuel Macron vers un projet qui a évolué de plus en plus vers un parti de centre droit classique.

2024 : DISSOLUTION ET NOUVELLE TRIPARTITION PAR BLOCS

LE BLOC AUTOUR DU RN, PREMIER PARTI DE FRANCE

Les législatives anticipées de 2024 ont fait basculer l'histoire politique française pour de bon, dans le sens où le RN est devenu un incontournable et non un repoussoir : **avec 33,4 % des suffrages dès le premier tour, soit 10,7 millions de voix, le Rassemblement national de Jordan Bardella s'est hissé au rang de première formation politique du pays.** Après ces élections, il a fallu intégrer le parti dans les équations politiques et institutionnelles (à l'Assemblée nationale) tant le parti compte réellement.

À la faveur d'une campagne sans accroc majeur, le RN a su agréger bien au-delà de son noyau dur. **La clé de cela fut l'alliance de rupture scellée avec Éric Ciotti, président des Républicains.** Rompant avec l'orthodoxie de son parti, Ciotti a lancé une soixantaine de candidats estampillés « Amis d'Éric Ciotti ». Soixante d'entre eux ont franchi le cap du premier tour – **un signe que la digue séparant droite classique et droite nationale s'est largement fracturée**¹⁵.

L'accord, scellé en coulisses à la hâte mais porté par un *storytelling* bien ficelé, a offert au RN une extension de champ électoral : **il a capté les déçus d'une droite parlementaire jugée inconsistante, tout en rassurant les électeurs conservateurs inquiets de l'instabilité parlementaire.** Résultat : l'étiquette RN, naguère repoussoir, est devenue label d'efficacité pour un électorat pressé d'en finir avec le « en même temps » présidentiel.

En sièges, cette poussée se traduit par 125 députés RN, et 143 pour le bloc (un sommet inédit qui hisse le parti à un poids parlementaire de premier

¹⁵ Galiero, E., Conruyt, C., & Hélin, L. (2024, 1 juillet). *Législatives : après la bonne performance de ses troupes, Éric Ciotti veut transformer l'essai dimanche prochain.*

plan¹⁶). Surtout, la géographie du vote clive moins qu'autrefois : le **parti est passé d'un bastion méridional à un maillage quasi national**. Dans les Hauts-de-France, en Occitanie ou en Provence, le score moyen dépasse les 35 %, quand l'Île-de-France (longtemps hostile au parti d'extrême droite) cède désormais plus de 20 % des voix au RN. De surcroît, **près de 9 communes sur 10 ont placé le RN en tête au soir du 1^{er} tour**¹⁷.

Cette progression ne relève pas de la simple conjoncture : **elle épouse une courbe de crédibilisation entamée depuis 2017**, amplifiée par la normalisation du discours économique et la mise en avant de profils jugés « présentables ». La campagne de 2024, recentrée sur le pouvoir d'achat, l'insécurité quotidienne et la souveraineté énergétique, a parlé à la France périphérique mais aussi à des franges bourgeoises inquiètes de la fragmentation politique.

Après les élections, la leçon est limpide : le « cordon sanitaire » a fait son temps mais le Front Républicain demeure. Si le cordon sanitaire n'est plus, le RN demeure encore un repoussoir pour certains dirigeants, y compris de droite, et surtout pour une grande partie des électeurs de gauche et centristes qui ont pratiqué le front républicain. En effet, alors que le Rassemblement national semblait se diriger vers une victoire avec soit une majorité absolue ou relative à l'issue du premier tour des élections législatives de 2024, le Front Républicain a conduit le RN a terminé en troisième position des résultats derrière le bloc de la NUPES et la coalition présidentielle. Toujours est-il que le bloc national capte une sociologie hétérogène : classes populaires désindustrialisées, cadres supérieurs sécuritaires, retraités anxieux devant l'inflation.

¹⁶ Magoria, T. (2024, 8 juillet). CARTE. Résultats des législatives 2024 : 143 députés pour le RN et ses alliés, comment le Rassemblement national s'est installé en 10 ans

¹⁷ Marchal, R. (2024, 10 juin). Carte des résultats des européennes : le Rassemblement national en tête dans plus de 90 % des communes de France. La Chaîne Parlementaire – Assemblée nationale.

LA CONSTITUTION DU BLOC DE GAUCHE

Le 9 juin 2024, au soir de la débâcle présidentielle aux européennes, Emmanuel Macron choisit la dissolution, un geste rare sous la Ve République qui précipite le pays vers des législatives anticipées.¹⁸ En 48 heures, les formations de gauche (La France insoumise, Parti socialiste, Les Écologistes, Parti communiste et Génération·s) rangent querelles et rancunes pour sceller un Nouveau Front populaire (NFP). Comme en 1936, le mot d'ordre est clair : **le barrage à l'extrême droite, désormais favorite des sondages.**

Pour la première fois depuis 1997 et la « gauche plurielle », **la gauche aligne un candidat unique dans l'immense majorité des circonscriptions.** Au soir du 30 juin, la coalition se qualifie dans 415 des 577 circonscriptions et fait élire 32 députés dès le premier tour. Avec 28,1 % des suffrages, le bloc devance la majorité présidentielle (20,3 %) mais reste derrière le Rassemblement national (34 %)¹⁹.

La participation atteint 66,7 %, record inégalé depuis 1997. L'affluence, dopée par 2,7 millions de procurations, révèle un double dynamique : **rejet du statut quo macroniste et crainte de l'extrême droite.**

Au second tour, le NFP crée la surprise : 182 sièges²⁰ contre 168 à Ensemble et 143 au RN²¹. La carte des vainqueurs illustre la sociologie recomposée de la gauche autour **des bastions métropolitains** (Paris, Lyon, Nantes) conquis par les écologistes et les socialistes, des **faubourgs populaires et petites villes désindustrialisées où LFI perce** et des départements ruraux de l'Ouest où le PS retrouve des couleurs²².

Pourtant, l'ivresse du score ne masque pas l'arithmétique : **il manque 107 sièges à la gauche pour la majorité absolue.** Le NFP s'ouvre alors à une

¹⁸ Gouvernement français. (2024, 9 juin). *Dissolution de l'Assemblée nationale*.

¹⁹ LCP. (2024, 30 juin). *Qui sont les 76 candidats élus dès le 1er tour ?*

²⁰ Le Monde. (2024, 8 juillet). *Le Nouveau Front populaire en première ligne d'une situation politique inédite*

²¹ BFMTV. (2024, 7 juillet). *Le Nouveau Front populaire arrive en tête au soir du second tour, avec 182 députés.*

²² Marchal, R. (2024, 10 juin). *Carte des résultats des européennes : le Rassemblement national en tête dans plus de 90 % des communes de France. La Chaîne Parlementaire – Assemblée nationale.*

négociation permanente, sans réussir à s'accorder sur un nom consensuel de Premier ministre, ni sur une ligne budgétaire unique. **À peine constitué, le Front découvre ses lignes de fracture.** Les insoumis défendent une rupture fiscale immédiate ; les socialistes prônent un compromis européen ; les écologistes conditionnent leur soutien à un plan climat financé. Faute de *modus vivendi*, les premières semaines tournent au bras de fer procédural avec l'Élysée, offrant un spectacle de cohabitation sans contrat de coalition.

Sur le terrain parlementaire, la règle du « ni RN ni Macron » éclate dès le vote de confiance : trente députés socialistes s'abstiennent, illustrant la difficulté à maintenir l'unité. Les observateurs redoutent qu'un succès électoral bâti sur la peur de l'extrême droite ne se heurte à l'épreuve du gouvernement, comme l'avait vécu la gauche plurielle il y a 25 ans.

En moins d'un mois, **la gauche a démontré sa capacité d'agrégation électorale... tout en exposant sa fragilité institutionnelle.** Le NFP domine l'Assemblée mais ne gouverne pas : une situation inédite qui rappelle que, dans la Ve République, la conquête du pouvoir parlementaire n'est qu'une étape. Les 182 députés disposent d'une fenêtre étroite : transformer un cartel électoral en projet de gouvernement crédible, ou laisser le champ libre à un RN qui, lui, sait déjà parler d'une seule voix.

VERS LE « SOCLE COMMUN », LE RAPPROCHEMENT DU CENTRE ET DE LA DROITE

2022 aurait dû sceller le retour de la droite classique dans l'opposition ; elle en a fait l'auxiliaire indispensable du macronisme. Le soir du 19 juin, la coalition présidentielle Ensemble ne comptait plus que 245 sièges, loin des 289 nécessaires pour gouverner seul, tandis que Les Républicains sauvaient 62 mandats de député, juste assez pour faire et défaire les majorités²³. Entre le 28 juin et le 30 octobre, 53 % des scrutins enregistrés à l'Assemblée virent LR voter comme la majorité – un comportement nettement plus

²³ Le Figaro. (2022, 28 juillet). La droite, grande arbitre des textes au Parlement. Le Figaro.

accommodant que celui du RN (22-23 %) ou de la NUPES (19-27 %). La dépendance parlementaire naissait là, dans la froide arithmétique²⁴.

En 2022, Christian Jacob martèle que « aucun “contrat de mariage” n’aura lieu » ; les faits le démentent. L’automne voit Michel Barnier entrer à Matignon, symbole d’un ralliement sans bannière mais avec maroquins. Jean-François Copé pousse à “un pacte de gouvernement” pour éviter « l’impuissance législative”. La ligne de fracture traverse les Républicains: **quand le groupe parlementaire négocie texte par texte, la direction du parti redoute la dilution d’une marque déjà fragile.**

Les scrutins intermédiaires achèvent de figer la convergence. **Aux européennes, LR plafonne entre 4,5 % (2019) et 8,5 % (2024) – des scores jadis réservés aux forces d’appoint.** Aux législatives anticipées du 7 juillet 2024, le parti ne défend plus que 45 sièges. Chaque recul électoral rend l’appoint au centre plus vital : sans relais locaux, LR trouve dans l’appareil d’État la seule scène où continuer d’exister.

Avec l’Assemblée divisée, les Macronistes comptent sur l’abstention ou le vote positif des Républicains pour repousser les motions de censure, soutenues par un Rassemblement national, qu’ils entendent maintenir hors de la mécanique gouvernementale. LR est ramenée à une fonction de force d’appoint, mais la base électorale du parti, elle, s’interroge sur l’utilité d’un parti qui valide l’action qu’il prétend critiquer. **Le risque est double.** D’abord, **l’effacement doctrinal** : une droite sans projet distinct, absorbée par la technocratie centriste, laisse aux conservateurs radicaux le monopole de l’opposition. Ensuite, **la mécanique institutionnelle** : en 2027, si LR ne négocie pas une plateforme clairement identifiée, l’électorat pourrait préférer l’original macroniste ou la rupture lepéniste. Déjà, des enquêtes indiquent qu’un électeur LR sur trois se dit “disposé à voter RN” en cas de triangulaire, un basculement jadis impensable.

²⁴ Marchal, R. (2024, 10 juin). *Carte des résultats des européennes : le Rassemblement national en tête dans plus de 90 % des communes de France. La Chaîne Parlementaire – Assemblée nationale.*

Le rapprochement entre le centre macroniste et la droite traditionnelle n'est plus la perspective redoutée de 2022 ; c'est la routine parlementaire en 2025. Pour LR, la question n'est plus de savoir s'il faut participer, mais comment le faire sans disparaître. Tant que l'addition électorale lui restera défavorable, la droite continuera de payer sa survie au prix d'une lente fusion idéologique avec le macronisme, et laissera au RN l'apanage de l'alternative.

LA SOCIOLOGIE ELECTORALE DE LA DROITE FRANCAISE DEPUIS 1962

Avant de revenir sur l'érosion électorale du parti héritier du Général de Gaulle, **il est nécessaire de comprendre quelles sociologies votent à droite depuis 1962.**

UN VOTE TRADITIONNELLEMENT AISE ET AGE

Depuis la première élection présidentielle au suffrage universel direct, les catégories âgées et aisées forment l'ossature électorale des partis gaullistes puis néogaullistes. Dans la France des Trente Glorieuses, **le vote à droite est d'abord l'expression d'un triple capital : patrimonial** (propriétaires et rentiers), **culturel** (pratique religieuse régulière) et **générationnel** (classes d'âge nées avant 1920). En 1965, **57 % des plus de 60 ans accordent leur suffrage à Charles de Gaulle, contre 41 % chez les moins de 35 ans un écart qui inaugure un « effet d'âge » durable**²⁵.

Au fil des décennies, cette constance a toutefois été travaillée par trois lames de fond. **La sécularisation**, d'abord : à partir des années 1980, la pratique de la messe dominicale chute sous les 10% dans les métropoles, privant la droite d'un marqueur identitaire puissant. **La montée de l'individualisme**, ensuite : l'enrichissement patrimonial des seniors, dopé par la flambée immobilière, renforce leur rationalité budgétaire ; le « quinquagénaire propriétaire » vote pour celui qui protège la valeur de sa maison avant tout. Enfin, **la question identitaire** : avec l'immigration comme cristallisateur de craintes, l'offre du Front national se met à parler un langage qui gagne de nombreux milieux (monde ouvrier, retraités, entreprises, etc.).

²⁵ Sauger, N. (2002). *Les principales lignes de clivage électoral sous la Ve République*. Revue Française de Science Politique, 52(3), 401-428.

Le basculement devient chiffrable dans les années 2010. Lors des européennes de 2019, **Les Républicains ne recueillent que 11 % du vote des 65 ans et plus, moitié moins qu'en 2014** ; le RN grimpe à 22 % dans la même tranche d'âge²⁶. L'élection législative de juin 2024 consacre la rupture : 29 % des retraités votent RN, 21 % LR, 18 % Renaissance²⁷. Le décroisement touche aussi le porte-monnaie : chez les ménages déclarant plus de 3 000 € nets mensuels, le RN passe de 15 % des suffrages en 2022 à 32 % en 2024 (BFMTV/Elabe, 2024). **Le vieux réflexe de « voter pour gérer » cède le pas à « voter pour protéger ».**

Face à cette érosion, **la droite traditionnelle conserve pourtant des bastions**. Dans les arrondissements bourgeois de l'Ouest parisien, LR dépasse encore 40 %. Les cadres supérieurs (17 % du corps électoral) continuent de plébisciter un discours d'ordre budgétaire et de compétitivité ; ils savent qu'un basculement total vers une droite identitaire inquiéterait les marchés. Mais le ressort principal de fidélité (l'angle méritocratique des années Sarkozy) s'est grippé : **pour l'épargnant retraité comme pour l'entrepreneur quinquagénaire, la question prioritaire n'est plus la réforme fiscale mais la maîtrise des frontières.**

En définitive, le « bloc doré et grisonnant » qui portait la droite depuis 1962 se fracture entre prudence patrimoniale et anxiété identitaire.

²⁶ Ipsos. (2019). *Européennes 2019 : Sociologie des électors*. Paris : Ipsos.

²⁷ Ipsos. (2024). *Législatives 2024 : Profil des électeurs*. Paris : Ipsos

L'IMPORTANCE DU VOTE DES CLASSES INTERMEDIAIRES ET POPULAIRES

1962-1978 : LES ANNEES GAULLISTE

Au lendemain de la fondation de la Ve République, **la droite gaulliste assoit sa domination sur un pacte social inattendu : les élites bourgeoises se serrent les coudes avec les ouvriers patriotes.** Illustration éclatante : en 1965, **Charles de Gaulle recueille 44,65 % des suffrages dès le premier tour de la présidentielle, un score porté autant par les cadres que par les salariés modestes.** Jusqu'à dans les années 1970, les classes intermédiaires (petits commerçants, artisans) et les ouvriers votent massivement pour le parti gaulliste, convaincus qu'un État fort protège à la fois l'ordre social et le pouvoir d'achat.

1980-2000 : LA FRACTURE POPULAIRE

La désindustrialisation et le chômage de masse fissurent ce bloc. Tandis que les cols blancs glissent vers l'"ordre gestionnaire" de Giscard puis de Chirac, les ouvriers désertent les urnes ou cherchent d'autres porte-voix. Dans les années 1990, **le vote populaire à droite chute d'une dizaine de points, selon les séries du Cevipof, tandis que la part des ouvriers tentés par l'abstention frôle 40 %.** Les classes intermédiaires, elles, s'urbanisent et se diplômement : leurs attentes se déplacent vers l'école, l'environnement, la qualité de vie. Résultat : une droite républicaine de plus en plus orpheline d'une partie de sa clientèle historique, comme le souligne Vie-publique dans son panorama des "transformations de la sociologie du vote".

2000-2024 : L'OMBRE PORTEE DU RN

La perte de l'électorat populaire devient existentielle dans les urnes. En 2012, un tiers des ouvriers choisissent déjà Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle. **Dix ans plus tard, la percée du Rassemblement national aux législatives de 2022 (89 députés, un record pour le parti lepéniste)**

scelle le divorce entre classes populaires et droite traditionnelle. Cela est confirmé lors des élections législatives anticipées de 2024. Même le segment des classes intermédiaires, longtemps bastion de la droite de gouvernement commence à se fissurer : dans les bureaux de vote périurbains, **un artisan sur quatre se tourne désormais vers l'extrême droite selon l'Ifop²⁸.**

La droite républicaine semble avoir progressivement perdu sa boussole sociale. Tant qu'elle laissera l'extrême droite monopoliser la question du déclassement, le vote populaire demeurera hors de portée et la sociologie électorale continuera d'éroder son socle.

ANALYSE TERRITORIALE DE LA SOCIOLOGIE DU VOTE A DROITE

Depuis 1962, l'électorat de la droite dite traditionnelle ou de gouvernement, incarnée aujourd'hui par Les Républicains, a pris des chemins très différents de ceux qu'il suivait jadis. **Dans les campagnes comme dans les petites et moyennes villes, ces terres longtemps réputées acquises à une droite modérée façonnée par la religion, la sociabilité locale et le goût des valeurs conservatrices,** le paysage politique s'est fissuré puis recomposé.

Par exemple, l'Ille-et-Vilaine : dans les années 1960-1970, le Mouvement républicain populaire (MRP) y dominait, porté par un électorat rural, pratiquant, fidèle aux notables. L'exode rural, la déchristianisation et l'industrialisation ont eu raison de cette homogénéité ; la gauche a pris pied dans les zones urbaines et périurbaines. **Les villes moyennes, de 20 000 à 50 000 habitants, formaient-elles aussi un solide bastion.** Cette « France des préfectures », qui concentre environ 25% de la population des aires urbaines françaises, ont longtemps joué le rôle de charnières de la nation unitaire ; mais le recul industriel, la fermeture des services publics et un sentiment diffus d'abandon ont fait vaciller cet ancrage²⁹.

²⁸ Ipsos. (2024). *Législatives 2024 : Profil des électeurs*. Paris : Ipsos.

²⁹ Fondation Jean-Jaurès. (2020, 17 février). *Les villes moyennes sont de retour* (essai PDF). Consulté le 11 mai 2025 sur le site de la Fondation Jean-Jaurès.

De là vient l'érosion de la droite classique. **La montée des inégalités économiques et territoriales nourrit un sentiment de déclassement que le Rassemblement national capte avec adresse.** Pendant ce temps, Les Républicains peinent à renouveler leur récit sur la sécurité, les services publics et l'identité³⁰.

Rien n'est toutefois uniforme. **L'Ariège ou les Cévennes continuent de résister à l'extrême droite : l'histoire contestataire et l'esprit alternatif de ces territoires y rendent le RN moins audible**³¹. On aurait tort, donc, de réduire le vote rural ou celui des villes moyennes à un réflexe primaire : chaque terroir suit ses propres lignes de faille et répond à des trajectoires socio-économiques singulières.

Le malaise agricole sert de caisse de résonance à la colère des campagnes et marque l'érosion électorale de LR. En 2020, la France ne comptait plus que 390 000 exploitations contre 1,5 million en 1970³² ; en 2024, 26 % des agriculteurs annoncent voter pour le RN, quand seuls 8 % votent LR. Ainsi, l'extrême droite prospère dans les plaines céréalières et les franges périurbaines fragilisées par la hausse du foncier, tandis que certaines zones de montagne sont moins touchées par le phénomène.

En bref, depuis plus de 60 ans, la sociologie électorale de la droite en France est bousculée par des bouleversements économiques, culturels et démographiques. Si elle veut renouer avec ces électorats, la droite devra se départir des slogans figés et retisser un discours ancré dans la réalité quotidienne de ces territoires.

³⁰ Le Monde. (2024, 21 juillet). Le grand désarroi de maires ruraux, en première ligne face à la montée du RN. Consulté le 11 mai 2025

³¹ Le Monde. (2024, 28 juin). Législatives 2024 : le vote d'extrême droite a progressé avec le malaise des agriculteurs. Consulté le 11 mai 2025

³² INSEE. (2023). Nombre d'exploitations – Transformations de l'agriculture et des consommations alimentaires (tableau interactif). Consulté le 11 mai 2025

COMMENT LES ELECTEURS DE DROITE SONT PARTIS DEPUIS 2017 ?

UN PREMIER DECROCHAGE VERS EMMANUEL MACRON

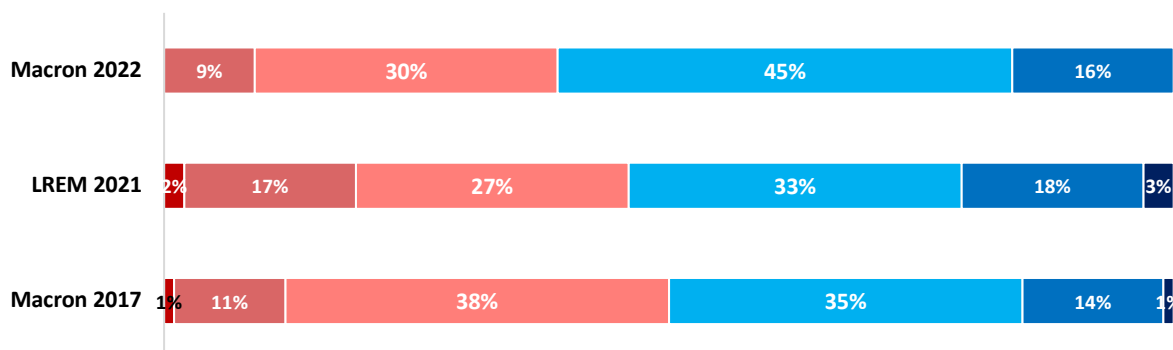
L'ELECTORAT D'EMMANUEL MACRON EST TOUJOURS PLUS A DROITE

Entre 2017 et 2022, les données qualitatives montrent clairement que le cœur électoral d'Emmanuel Macron a glissé vers la droite. Un premier indicateur démontre cela : **l'auto-positionnement des électeurs ayant voté pour Emmanuel Macron ou la République en Marche en fonction de l'élection (municipale, européennes, etc.).**

En 2017, son électorat se composait encore majoritairement de sympathisants de centre-gauche (38 %) et de centre-droit (35 %), tandis que les électeurs de droite et très à droite représentaient ensemble seulement 15 %. En 2021, déjà, cette tendance se modifie légèrement avec une part accrue de l'électorat de droite (18 %) et très à droite (3 %), mais surtout avec une baisse de l'électorat de gauche et très à gauche qui passe de 50 % à 46 %. En 2022, cette recomposition s'est accentuée : le bloc des électeurs se réclamant de la droite (16 %) et du centre-droit (45 %) constitue désormais 61 % de son socle, tandis que la gauche (30 %) et très à gauche (9 %) tombent à 39 %.

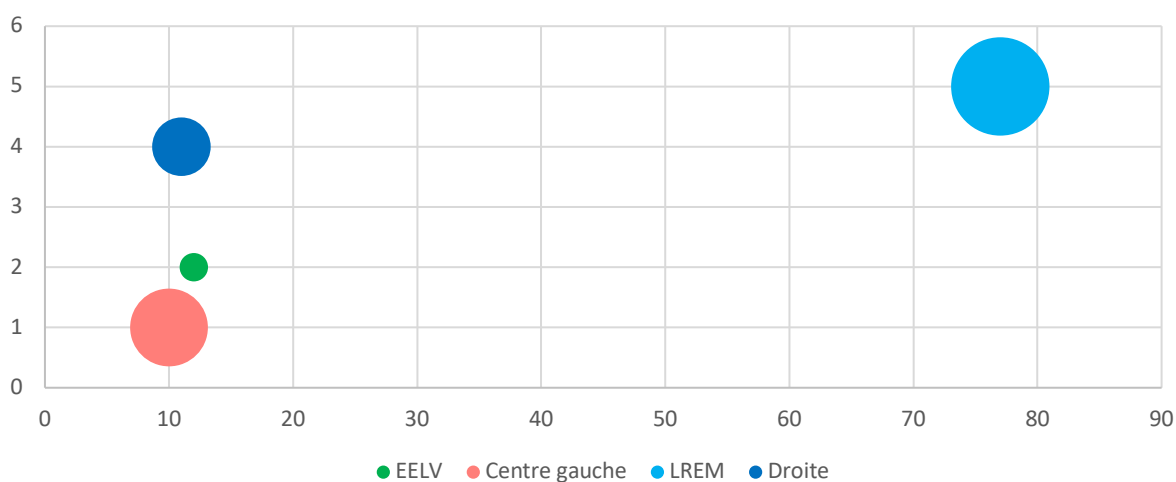
Ce glissement idéologique reflète à la fois l'évolution de la stratégie politique d'Emmanuel Macron, qui a renforcé son discours d'ordre à la faveur de la crise des Gilets Jaunes, mais aussi une dynamique de repli des électeurs socialistes vers Jean-Luc Mélenchon et le PS, laissant **le Président Macron capter en majorité des électeurs modérés issus de la droite classique.**

Positionnement gauche-droite de l'électorat de Macron



Au-delà de l'auto-positionnement de l'électorat d'Emmanuel Macron, cette dynamique de « droitisation » de l'électorat du chef de l'État se reflète également dans **l'historique des derniers votes de ses électeurs de 2017**. Le graphique ci-dessous décrit le « décrochage des électeurs Macron » entre 2017 et 2022 avec en abscisse la première élection à laquelle ils n'ont pas voté Emmanuel Macron (1 = européennes 2019, 2 = municipales 2020, 4 = régionales 2021), en ordonnée la régularité du vote Emmanuel Macron, et la taille des bulles correspondant au poids électoral de chaque courant.

Historique des derniers votes de l'électorat d'Emmanuel Macron en 2022



Il est à noter que **l'électorat de gauche a amorcé un décrochage rapide vis-à-vis d'Emmanuel Macron dès les élections européennes de 2019**, confirmant cette tendance lors des municipales où **le vote écologiste a**

connu une dynamique forte dans plusieurs grandes villes. Ce phénomène a marqué une prise de distance durable entre les électeurs de centre-gauche et le président, accusé de dérive droite.

À l'inverse, **l'électorat de droite est resté plus longtemps fidèle à Macron, son décrochage n'intervenant qu'à partir des élections régionales de 2021**, où les Républicains ont réussi à stabiliser leur électorat localement. Cependant, **ce même électorat de droite est revenu massivement vers Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2022, sous l'effet du vote utile**, désertant Valérie Pécresse au profit du président sortant face à la menace d'un second tour dominé par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

LES MOTIFS

Les motifs expliquant pourquoi Emmanuel Macron, homme issu de la gauche, a attiré des électeurs de droite, sont de plusieurs ordres.

Premièrement, il s'agit d'une convergence programmatique entre le logiciel réformateur sur les questions économiques d'Emmanuel Macron et l'ADN de la droite républicaine. En 2017, Emmanuel Macron a su séduire une frange importante de l'électorat de droite, notamment les électeurs modérés et libéraux, en proposant un programme économique axé sur l'attractivité, la compétitivité, la réforme du marché du travail et la réduction des dépenses publiques. Cette stratégie a permis à Macron de capter une partie des électeurs de François Fillon, dont la candidature avait été fragilisée par des affaires judiciaires. Selon une étude de l'Ifop, une proportion significative des électeurs de droite s'est ainsi ralliée à Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2017.

Deuxièmement, le Président de la République a incarné le parti de l'ordre à partir de 2019 et de la crise des Gilets Jaunes. À partir de 2019, et dans le sillage de la crise des Gilets jaunes, **Emmanuel Macron a progressivement endossé le rôle de « parti de l'ordre », repositionnant son discours sur des thématiques d'autorité, de sécurité et de restauration de l'État face à la contestation sociale et aux violences urbaines.** Cette inflexion s'est

traduite par un durcissement du maintien de l'ordre, la mise en avant de l'autorité de l'État régalien, mais aussi par un discours valorisant la stabilité institutionnelle et la lutte contre les désordres sociaux et politiques perçus comme menaçants. En incarnant le garant de l'ordre public face aux mouvements contestataires, Emmanuel Macron a ainsi renforcé son attractivité auprès d'un électorat de droite soucieux de sécurité et de stabilité. **Cette image s'est renforcée à la faveur des crises telles que la crise sanitaire ou encore la guerre en Ukraine.**

Troisièmement, il s'agit d'un **effet de vote utile**. Dans le contexte de tripartition de la vie politique française, marquée par l'émergence de trois blocs distincts (RN, NUPES, Macron), une partie importante de l'électorat de droite modérée a opté en 2022 pour un vote utile en faveur d'Emmanuel Macron. Face à l'affaiblissement de Valérie Pécresse, perçue comme incapable de franchir la barre du second tour, **ces électeurs ont privilégié un vote stratégique pour éviter un duel dominé par les extrêmes**. Macron est alors apparu comme le seul rempart crédible face à Marine Le Pen, en défendant un programme économique libéral, pro-européen et sécuritaire susceptible de rassurer la droite traditionnelle. Ce choix a été dicté par la peur d'un effacement complet du pôle central dans une configuration où la droite classique ne semblait plus en mesure de porter une alternative présidentielle viable. Ainsi, **ce vote utile traduit davantage un réflexe défensif qu'une réelle adhésion idéologique**, soulignant la fragilité et la dépendance du centre à l'égard d'électeurs venus d'une droite orpheline.

UN SECOND DECROCHAGE VERS LES PARTIS DE DROITE NATIONALE

COMPRENDRE L'ELECTORAT FILLON 2017

Dès 2017, une fracture nette apparaît dans l'électorat de François Fillon : selon les enquêtes de l'IFOP, environ **20% à 25% des électeurs de Fillon du premier tour se sont reportés au second tour sur Marine Le Pen³³**, malgré l'appel quasi-unanime des cadres LR à voter pour Emmanuel Macron. Ce phénomène représente environ **5 points dans l'opinion publique**, sur les **20% que Marine Le Pen avait obtenus au premier tour en 2017**, posant ainsi les bases d'une droitisation d'une partie de l'électorat classique, sur les thèmes identitaires, sécuritaires et migratoires. Cette frange constituera ensuite le socle du score d'Éric Zemmour en 2022, qui a capté **7,1% des suffrages**, issus des rangs de la droite conservatrice et identitaire.

RECONQUETE : LA POROSITE ELECTORALE ENTRE LA DROITE ET L'EXTREME DROITE

La naissance de Reconquête repose en grande partie sur des électeurs de François Fillon qui avaient déjà voté pour Marine Le Pen ou le RN une fois. A cela s'ajoute l'agrégation de l'électorat de Dupont-Aignan et de quelques voix chez le RN. Éric Zemmour crée un parti sur l'idée de « l'union des droites » allant des Républicains jusqu'au RN en combinant, pour schématiser, les idées économiques de LR et les idées régaliennes du RN. **Cette idée séduit près d'un tiers des sympathisants LR accentuant la porosité électorale entre les deux camps.**

En 2022, les électeurs d'Éric Zemmour ont très largement rejoint Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Selon un sondage IPSOS/Sopra Steria, **74 % des électeurs de Reconquête ont voté pour Marine Le Pen** face à Macron, marquant ainsi un transfert massif malgré les rivalités affichées entre les deux camps. Ce comportement démontre que, malgré la

³³ Public Sénat. *Reports des voix, âge, revenus : la sociologie du vote au second tour*. Public Sénat. (7 mai 2017).

tentative de Zemmour de se poser en alternative « plus dure » à la droite classique et au RN, ses électeurs ont globalement opté pour un vote stratégique en faveur de Le Pen, considérée comme la seule capable d'affronter le bloc macroniste au second tour.

Cette dynamique s'est confirmée lors des scrutins intermédiaires. Aux élections législatives de 2022, **Reconquête a chuté à moins de 4%**, n'obtenant aucun député, tandis que le RN a atteint **18,7%** et conquis **89 sièges**, illustrant l'effondrement de Reconquête au profit du vote utile RN. Cette tendance s'est prolongée aux européennes de 2024, où les listes de **Jordan Bardella ont largement dépassé les 30%, tandis que Reconquête est resté cantonné autour de 5 %**, confirmant que l'électorat de droite radicalisée a désormais basculé très majoritairement vers le RN.

2024 : BARDELLA TRAIT D'UNION ENTRE LA DROITE ET LA DROITE NATIONALE ?

Jordan Bardella a mené une stratégie active de « droitisation respectable » du RN, le rendant plus compatible avec les attentes d'un électorat de droite classique. Son discours devant le Medef à l'été 2023, dans lequel il a promis des baisses de charges pour les entreprises pour financer des hausses de salaires, ainsi que son abandon de la retraite à 60 ans, ont marqué un tournant dans le positionnement économique du RN.

Cette inflexion libérale — encore limitée mais stratégique — vise à séduire les électeurs de droite préoccupés par le pouvoir d'achat sans effrayer les milieux patronaux. Cette opération de lissage a permis à Bardella de gagner une légitimité nouvelle dans l'électorat de droite modérée, jusque-là réticent à franchir le pas du vote RN.

C'est pourquoi le Président du RN capte **un score non négligeable des électeurs de Valérie Pécresse : 21% des électeurs de 2022³⁴**, pourtant une candidate à la ligne plus centriste et plus libérale qu'une autre candidature au sein de LR que celle des deux candidats actuels à la présidence du parti.

³⁴ Ipsos. *Sociologie des électors – Législatives 2024*. Ipsos. (30 juin 2024).

RAMENER LES ELECTEURS DE DROITE A LA MAISON : L'ENJEU DU PROCHAIN PRESIDENT DE LR

Le parti LR est souvent décrit comme prisonnier d'un étau indépassable, coincé entre l'offre de centre droit d'Emmanuel Macron et l'offre de droite nationale ou radicale de Marine Le Pen. Mais une donne est à prendre en considération : **ni Emmanuel Macron, et ni probablement Marine Le Pen ne seront candidats à la prochaine élection présidentielle laissant le jeu jamais autant ouvert que depuis 10 ans.**

Huit ans après le naufrage Fillon et trois ans après les 4,8 % de Valérie Pécresse, Les Républicains ne représentent plus qu'un couloir étroit de l'électorat : 7,25 % aux européennes de 2024, loin derrière le Rassemblement national et ses 31,4 %. Pourtant, 27 % des Français se placent encore à droite sur l'échelle gauche-droite (contre 22 % à gauche »et 9 % à l'extrême droite) selon le CEVIPOF³⁵. Autrement dit, un réservoir électoral existe ; **il s'est simplement volatilisé vers Renaissance au centre et vers le RN et Reconquête! à sa droite.**

Face aux deux départs de voix précédemment décrits, **quelle doit être la stratégie pour le prochain président du parti ?** Celle-ci dépendra nécessairement d'une compréhension des motifs de départ de la droite et surtout de la capacité des Républicains à les séduire à nouveau.

Le parti LR est à la croisée des chemins : il existe 4 chemins différents qu'il peut emprunter : **devenir un parti supplétif du bloc central (1), remplacer le RN en siphonnant son électorat (2), devenir un parti « attrape tout » (3) ou ... maintenir la ligne actuelle et s'effondrer (4).**

³⁵ Cevipof. (2025). *Baromètre de la confiance politique – vague 16*. Sciences Po

CHEMIN N°1 : DEVENIR UN PARTI SUPPLETIF DANS LE BLOC CENTRAL

Selon l'étude Ipsos/Sopra Steria post-présidentielle 2017³⁶, **45 % des fidèles de François Fillon ont voté Macron au second tour** ; Jérôme Fourquet chiffre encore à 15 % du corps électoral ce réservoir modéré aujourd'hui stationné chez Renaissance. **Sans ce contingent, LR plafonne à 8-10 % des intentions de vote le tremplin vers un second tour présidentiel se dérobe.**

Surtout, cet électorat partage toujours cinq réflexes cardinaux : **rigueur budgétaire, ordre républicain, méritocratie, fibre européenne et culture de gouvernement.** Autant de marqueurs historiquement ancrés dans l'ADN républicain. La reconquête est donc rentable : **il s'agit moins de convertir que de rappeler à la maison.** Les efforts étant moins important qu'avec la droitisation, qui comporte des risques, il semble plus intéressant.

Seulement, hormis pour des questions de proximité électorale, cette stratégie présente 4 risques majeurs.

Premier risque : **s'affaiblir dans une compétition acharnée sur la succession d'Emmanuel Macron.** Le macronisme présente deux visages : « le macronisme originel » de 2017 résumée par le « en-même temps » et « le macronisme 2022 », un logiciel davantage de centre-droit. Or, ces deux logiciels ont attiré des électeurs de droite, ce qui est davantage le cas pour le second, qui par ailleurs est le plus proche de LR. Or, la compétition politique est d'autant plus féroce sur ce second segment. Parmi les héritiers du macronisme, à l'exception de Gabriel Attal qui cherche à renouer avec le « en-même temps », la majorité des héritiers notamment Edouard Philippe ou Gérald Darmanin voire François Bayrou cherchent à préempter ce second segment « macronisme 2022 ». Pour ces électeurs, il y a suffisamment d'offres clairement identifiées et surtout distinctes de celle des Républicains qui ne se sont pas montrés comme un partenaire fiable depuis 2022.

³⁶ Ipsos/Sopra Steria. (2017). Analyse post-électorale présidentielle

Deuxième risque : **la dilution idéologique dans une offre libéral-progressiste qui n'est pas en dynamique.** Alors que le parti s'apprête à vivre une révolution idéologique, la tentation d'aller chercher des électeurs issus du bloc central pourrait dissoudre son ADN dans l'espace du bloc central. Seulement, au-delà de la compétition acharnée quant aux offres, **ce courant de pensée n'est pas en dynamique.** Aux législatives de 2022, l'alliance autour du parti présidentiel a récolté près de 26% au premier tour, contre moins de 22% dans les mêmes élections en 2024. Dans le seul sondage post-dissolution sur de nouvelles législatives, notamment sur le format d'une proportionnelle intégrale, l'alliance ne récolterait que 15% des suffrages³⁷. Diluer son offre politique en intégrant des totems centristes revient à chercher à acheter cher un produit qui baisse.

Troisième risque : **le manque de légitimité historique sur cet « électorat Macron ».** Le parti deviendrait un supplétif du bloc central, un parti dans la grande coalition au même titre que Horizons ou le Modem, actant ainsi que le parti ne peut plus gagner seul des élections présidentielles ou législatives. LR pourrait-il réellement séduire des électeurs qui ont voté Emmanuel Macron qui incarnait une triple promesse : celle du renouveau de la vie démocratique, celle de l'optimisme face à l'avenir rendu possible par la rupture avec l'impuissance publique et celle de la souveraineté européenne face aux grandes menaces du monde ? A ces motivations qui ont justifié le vote d'Emmanuel Macron en 2017 s'est aussi ajoutée l'incarnation du parti de l'ordre républicain face aux candidats du désordre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen.

Cela étant dit, **les facteurs de vote d'Emmanuel Macron aux deux dernières élections pourraient ne pas être les mêmes en 2027.** En effet, en 2022, l'agenda géopolitique et la crise énergétique ont ancré les thèmes du pouvoir d'achat et de la protection face aux menaces du monde à travers un « effet drapeau ». Seulement, cela pourrait ne pas être le cas en 2027. S'il est

³⁷ Ifop. (2025). 121379 – Rapport Ifop pour L'Opinion. Ifop.

difficile d'imaginer des thèmes pour la prochaine élection présidentielle, nous pourrions dégager trois totems : **l'impuissance publique, la crise identitaire et l'attractivité de notre pays.**

Le premier thème répondrait à la question suivante : pourquoi la France dépense tant d'argent pour des résultats de services publics insuffisants dans tous les domaines ? Et surtout, pourquoi Emmanuel Macron, un président à qui l'on peut reprocher beaucoup mais pas de manquer de volontarisme, n'a pas pu inverser la donne ? Quels ont été les facteurs de blocages internes comme externes qui font que les politiques et donc le peuple se retrouvent dépossédés du pouvoir.

Le second thème revient à répondre à la question : qu'est-ce qu'être Français au XXIème siècle. Ce thème pourrait revenir à la faveur de la polarisation forte entre le projet de la gauche radicale de la créolisation portée par Jean-Luc Mélenchon, et le projet de protection de l'héritage millénaire de l'identité française porté par le parti d'Eric Zemmour.

Enfin, le dernier thème, pourrait être l'attractivité du pays, non seulement son attractivité économique, mais également son attractivité en termes de modèle de société et de civilisation. En effet, nous pouvons entrevoir que de nombreux pays pour des raisons diverses ne séduisent plus autant : les Etats-Unis de Donald Trump jugés solitaires, autoritaires et réactionnaires, la Chine de Xi Jinping et du contrôle social pourrait être moins attractif notamment si son modèle économique n'arrive pas à repartir après la sortie de la politique zéro-Covid et enfin au sein de l'Europe, plusieurs pays sont en difficulté comme le Royaume-Uni en proie à une barbarisation de sa société et un relatif isolement ou encore l'Allemagne en crise. Un candidat qui rendra les Français fiers d'eux-mêmes répondre à l'inconscient collectif comme lors des Jeux Olympiques ou de la réouverture de Notre-Dame.

La tentation du mimétisme centriste guette. Mauvais calcul : l'espace centriste est saturé, l'offre libérale-progressiste en surcapacité, et la

confusion des lignes alimente le soupçon d'opportunisme. **Pascal Perrineau le martèle : “L’illisibilité est le poison mortel des droites”³⁸.**

CHEMIN N°2 : REMPLACER LE RN EN SIPHONNANT LA DROITE NATIONALE SUR LE MODELE DE NICOLAS SARKOZY 2007

La présidence d'Éric Ciotti (close en fracas après son accord unilatéral avec le RN et son exclusion par le bureau politique³⁹) a montré, par l'absurde, où se situe la ligne de fracture : **les classes populaires et périphériques passées au RN ne reviendront pas pour un vague “ni-ni”, tandis que les retraités urbains attachés aux institutions fuiront dès que LR flirte avec l'extrême droite.**

Deux chiffres illustrent ce propos. Selon les enquêtes Ipsos, **42 % des électeurs LR de 2017 ont voté RN ou Reconquête! en 2024, contre 18 % partis vers Renaissance⁴⁰.** De plus, **102 circonscriptions historiquement gaullistes/droite traditionnelle ont basculé RN en 2024** ; 68 d'entre elles se situent dans des départements ruraux ou périurbains de moins de 100 000 habitants. Remplacer **le Rassemblement national qui ne fait que progresser depuis 2002 à la présidentielle pourrait s'avérer un choix audacieux, mais pas nécessairement impossible.** Un faisceau d'indices permet d'y convenir.

Premièrement, **LR est le parti qui s'est le plus illustré depuis la dissolution en termes de progression dans les intentions de votes.** En cas de prochaines législatives, le parti emporterait entre 12% et 13% soit le double de son score, lorsque le RN est plutôt sur une dynamique baissière passant en-dessous des 30%⁴¹. Or, la politique est une affaire de dynamique et le RN pourrait être privée de sa candidate phare.

³⁸ Perrineau, P. (2023). Le retour des droites. Paris : Fayard.

³⁹ Le Monde. (2024, 13 juin). Les Républicains excluent Éric Ciotti après son rapprochement avec le RN.

⁴⁰ Ipsos. (2024). Transferts électoraux 2017-2024 [données de sondage]

⁴¹ Ifop. (2025). 121379 – Rapport Ifop pour L'Opinion. Ifop

Deuxièmement, **cette stratégie a déjà fonctionné en France et ailleurs.** Inspirée par les politiques de Nicolas Sarkozy, elle repose sur un discours fermement ancré dans des valeurs identitaires et sécuritaires. Cette stratégie propose de se positionner sur les thèmes de l'immigration, de la sécurité et de la souveraineté économique, tout en se distinguant par des réformes fiscales libérales. Elle vise à séduire les électeurs de droite dure, séduits par la fermeté et l'autorité de ce programme.

Troisièmement, le parti a un dernier atout majeur. Alors que la problématique n°1 des Français est le pouvoir d'achat, LR est le dernier parti disposant d'une crédibilité économique. En effet, **la gauche l'a perdue en raison de son tsunami fiscal, le RN par soupçon d'incompétence, et le macronisme pour ses résultats économiques.** Le RN séduit de plus en plus les acteurs économiques, tels les patrons des TPE et les artisans, des électorsats traditionnellement acquis à la droite. Cela signifie que la barrière de la crédibilité économique du RN est en train de s'affaïsser à la faveur des réorientations de lignes vers des mesures historiques de la droite.

En dépit de cela, LR dispose de deux faiblesses pour partir à la conquête de cet électorat. D'une part, l'effet repoussoir du « centre-droit » : **la sociologie LR "cadres sup & seniors franciliens" pèse aujourd'hui moins de 6 % du corps électoral.** Un discours sécuritaire argumenté (réforme de la procédure d'asile, préférence européenne sur les marchés publics) reste audible pour eux s'il reste constitutionnel. D'autre part, la marque LR : **le sigle n'est pas irrémédiablement condamné ;** Péresse a échoué moins par l'étiquette que par un positionnement flou entre Macron et Le Pen. Toutefois, **la marque n'est plus associée aux fondamentaux gaullistes mais à un parti de centre-droit qui s'est fourvoyé sur les questions de souveraineté,** selon ces électeurs.

CHEMIN N°3 : DEVENIR UN PARTI « ATTRAPE TOUT » ... COMME EMMANUEL MACRON ET MARINE LE PEN

En Marche a été un « parti attrape tout » en 2017 attirant de manière presque indifférenciée toutes les couches de la société française. De la même façon, depuis 2024, le RN est un « parti attrape tout » comme nous l'avons vu perçant à la fois dans toutes les générations, toutes les communes et toutes les catégories socio-professionnelles. **LR peut-il devenir un « parti attrape tout », étant lui-même à équidistance des deux blocs ?** Cela reviendrait à redevenir un grand parti de droite qui organise le pluralisme des droites (droite orléaniste, légitimiste et bonapartiste) en interne comme à l'époque de l'UMP. Il s'agirait d'une rupture avec la situation actuelle où chaque parti de droite correspond à une chapelle de la droite : Reconquête pour la droite légitimiste, Ensemble pour la droite orléaniste et LR en concurrence avec le RN pour la droite bonapartiste.

Nous l'avons vu précédemment, lorsque l'on interroge les Français sur leur auto-positionnement du clivage gauche-droite, près de 40% se déclarent spontanément de droite (de 7 à 10) et 32% au centre. Comme nous l'avons vu précédemment également, le centre sous l'impulsion d'Emmanuel Macron s'est droitisé. Avec le déclin électoral de la gauche sous la tutelle de Jean-Luc Mélenchon, il y a ainsi un grand bloc majoritaire à conquérir en devant un parti « attrape tout », c'est-à-dire la référence de tous ceux qui se considèrent de droite.

Tout d'abord, **l'absence de Le Pen et Macron à la prochaine présidentielle pourrait l'aider.** La Vème République est organisée autour de l'élection présidentielle. Or, les électeurs à la présidentielle vote certes pour une étiquette mais aussi pour une personne. Ainsi, l'affiliation partisane auprès des deux personnalités n'est plus aussi forte. Les cas de Macron et Le Pen l'illustrent parfaitement : en 2017 comme en 2022, leurs électors respectifs ont été largement constitués de soutiens « personnels », souvent détachés de toute fidélité partisane traditionnelle. Ce phénomène de personnalisation crée ainsi une grande volatilité électorale, renforcée par le contexte de

tripartition et la perte de repères idéologiques classiques. Mais si la problématique se pose pour le candidat de LR, elle se posera dans les mêmes termes (à des degrés divers) pour les concurrents. Jordan Bardella devra consolider son image de chef du RN pour séduire sa base historique du RN, qui pourrait être tentée par d'autres votes comme l'ont montré les sondages avant la guerre en Ukraine avec la percée d'Eric Zemmour. De même, Édouard Philippe doit aussi réussir à s'imposer comme le successeur légitime d'Emmanuel Macron pour séduire sa base, tout en sachant qu'une partie de l'électorat 2017 est tenté par un vote plus à gauche. Dans les deux cas, la clé sera moins l'étiquette RN ou Horizons que la capacité à incarner une figure rassurante, compétente et fédératrice dans un paysage éclaté.

Cela appelle à créer une offre autonome qui arrive à séduire à la fois des personnes qui ont été séduit par Macron mais qui trouve des failles sur le plan sécuritaire/régalien, et des électeurs séduits par Le Pen mais qui trouvent des limites sur le plan économique. Cette offre autonome ne doit pas être « le meilleur de l'un » et « le meilleur de l'autre », mais une offre politique alternative qui concilie demande de liberté et de protection. Celle-ci doit se construire sur de nouveaux thèmes ou une nouvelle façon de les traiter telle que la rupture avec l'impuissance publique. Cela suppose donc d'établir une vision reposant sur une analyse des mutations mondiales pour déterminer un projet pour les prochaines générations pour le pays qui puisse ensuite se décliner en offre politique subséquente.

En sus, le dernier élément fondamental pour constituer un parti « attrape tout » est de créer une utilité de vote pour un espace électoral précis. En 2017, **l'utilité de voter Emmanuel Macron pour les électeurs de centre-gauche et centre-droite est de pouvoir construire une offre autonome mêlant le meilleur de la droite et le meilleur de la gauche, s'émancipant des ailes radicales des deux grands partis historiques**, à savoir la droite dure conservatrice de la Manif pour tous et la gauche radicale incarnée par les frondeurs sous François Hollande. En 2024, **l'utilité de voter Rassemblement national pour des électeurs de droite ou de gauche est de signifier un rejet du macronisme et de la personne d'Emmanuel**

Macron. Pour LR, l'espace électoral existe, nous l'avons décrit. En revanche, l'utilité de vote demeure à démontrer. Est-ce que LR est le parti de l'ordre ? Est-ce le parti de la révolution conservatrice ? Est-ce le parti de la suite du macronisme ? Ou au contraire de son opposition en considérant que le macronisme est le némésis du logiciel de la droite gaulliste ?

CHEMIN N°4 : MAINTENIR LA LIGNE ACTUELLE ET DONC MOURIR

Le politologue René Rémond rappelait : “La droite ne gagne que lorsqu'elle incarne un ordre juste”⁴². Aujourd'hui, l'ordre juste est à droite toute : autorité sans brutalité, responsabilité budgétaire sans purge sociale, patriotisme européen sans naïveté. **Les Républicains n'ont plus à s'excuser d'être de droite ; ils doivent l'être pleinement pour survivre.**

En refusant cela et en poursuivant la dynamique engagée depuis 2019, le parti risque tout simplement de s'effondrer. Après les échecs des présidentielles de 2017, puis des européennes de 2019, la droite qui avait choisi une ligne sous Fillon puis Wauquiez, n'a plus fait de travail de refonte idéologique et stratégique. Elle est demeurée sur une ligne « d'entre deux » qui l'a juste fait perdre des deux côtés depuis 2019. Il s'agit ainsi du pire chemin pour la droite : **aux présidentielles, elle a perdu 75% de son électorat entre 2017 et 2022 et aux législatives, elle a perdu un peu moins de 66% de son électorat entre 2017 et 2024.**

En effet, il est impossible de tenir une ligne de « ni Macron, ni Le Pen » alors que les deux candidats ont rassemblé plus de 50% des voix en 2022. De surcroît, il est à noter que les deux personnalités ne sont pas des repoussoirs auprès des sympathisants LR⁴³ comme le montre le baromètre de confiance politique mensuel publié par Harris Interactive. En effet, Marine Le Pen

⁴² Rémond, R. (2005). Les droites en France (nouv. éd.). Paris : Aubier.

⁴³ Harris Interactive. (2025). *Baromètre de confiance politique – Mars 2025*. Harris Interactive.

dispose d'une cote de confiance de 41% chez les sympathisants LR (en chute de 8 points depuis la condamnation) tandis que celle d'Emmanuel Macron est à 50%. Si l'on prend les héritiers des deux candidats, les résultats sont encore plus importants. Jordan Bardella dispose d'une cote de confiance de 46% chez les sympathisants LR lorsque Edouard Philippe et Gabriel Attal dispose d'une cote de confiance respective de 71% et 57%. A titre de comparaison, la cote de confiance au sein des sympathisants LR de Laurent Wauquiez candidat à la présidence de LR est de 52%. A noter que ces éléments ne présagent en rien du congrès LR puisqu'il s'agit des sympathisants LR qui sont beaucoup plus centristes que la base des adhérents largement plus acquises aux deux candidats Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau.

CONCLUSION

La droite française, bien qu'électorale affaiblie depuis 2017, conserve une place stratégique dans le jeu politique national, devenant **un véritable pivot des équilibres parlementaires** sans compter sa maîtrise de certaines collectivités territoriales (Régions, Mairies, etc.). Le chiffre clé de ce basculement est sans doute la scission de l'électorat Filloniste de 2017, dont près de 25 % ont désormais basculé vers le RN ou Reconquête, tandis que le reste compose une part essentielle du socle macroniste.

Dans un paysage tripartite, la capacité des Républicains à se repositionner comme force centrale à droite est donc cruciale, notamment en vue de 2027 où aucun leader naturel ne semble s'imposer. Le futur président de LR aura la responsabilité stratégique de recomposer un espace politique autonome, capable de récupérer cet électorat éparpillé. La droite française présente l'avantage de **posséder deux leaders identifiés des Français et une assise électorale théorique large** (à la différence du parti socialiste), encore faut-il qu'elle se donne les moyens d'aller conquérir le pouvoir suprême.

Par **Matthieu Hocque**, directeur adjoint des Etudes du Millénaire

Pierre Clairé, directeur adjoint des Etudes du Millénaire



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*